



**NON,
A LA CONSTITUTION EUROPEENNE !**

**OUI, AU FORUM SOCIAL
POUR UNE AUTRE EUROPE !**

Du 14 au 17 octobre aura lieu à Londres le 3^{ème} Forum Social Européen.

Des délégations de toutes les associations, syndicats, partis manifesteront contre l'Europe libérale, pour une autre Europe, une Europe des droits sociaux et démocratiques.

En fait, ce grand rassemblement exprime, d'une certaine manière, la résistance du monde du travail et des peuples contre les attaques du patronat et des gouvernements de l'Union Européenne. Ces dernières semaines, d'énormes manifestations ont eu lieu à Amsterdam contre la casse du modèle social hollandais. En Allemagne, des manifestations ont lieu, chaque lundi, contre le « plan Harz IV », un plan qui détruit, de fond en comble, les droits des chômeurs. Dans toute l'Europe, au travers des luttes sociales ou de consultations électorales, les peuples rejettent les politiques libérales, qu'elles soient conduites par des gouvernements de droite, comme en France ou en Italie, ou des gouvernements de gauche, comme en Allemagne.

**LA CONSTITUTION EUROPEENNE,
UNE NOUVELLE ATTAQUE
CONTRE LES DROITS SOCIAUX ET DEMOCRATIQUES**

Dans ce contexte, la Constitution européenne constitue une nouvelle attaque contre les droits des peuples. Elle grave, dans le marbre, la remise en cause d'une série d'acquis sociaux. En remplaçant les Services publics par la notion de « *service d'intérêt général* », elle accélère leur démantèlement et leur privatisation. Elle inscrit, selon les règles d'une « concurrence non faussée », des politiques de déréglementation, de remise en cause du droit du travail, d'alignement par le bas des droits sociaux. De plus cette constitution est anti-démocratique. Elle n'a pas été discutée et décidée par les peuples. Elle a été concoctée par un groupe d'experts, nommés par les gouvernements qui ont décidé d'un super traité pour renforcer toutes les politiques ultra-libérales. Les

gouvernements de chaque pays sont, bien entendu, responsables de leur politique anti-sociale, et la Constitution européenne sera un moyen supplémentaire de faire passer de nouvelles attaques contre les peuples.

POUR UNE EUROPE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES

Cette constitution est une nouvelle étape dans la construction de l'Europe capitaliste libérale. Elle vient après l'Acte Unique, les traités de Maastricht et d'Amsterdam. Elle vise à consolider toute l'architecture de la politique libérale. L'enjeu est énorme. Les gouvernements et les tenants de la pensée unique nous expliqueront qu'il n'y a qu'un seul choix possible : Voter OUI !

Nous refusons ce choix ! Il faut rejeter cette constitution. Il faut tout faire pour que le Non l'emporte. Il faut un large rassemblement pour un Non de gauche anti-capitaliste !

Pas pour en rester au statu quo ou continuer à construire l'Europe comme les gouvernements l'ont fait jusqu'à ce jour, mais pour profiter de la crise ouverte par une victoire du NON pour imposer une construction européenne, totalement différente de celle à l'œuvre depuis près de 40 ans. A partir de là, il faudra construire une mobilisation de grande envergure pour gagner, à l'échelle de l'Europe, de nouveaux droits sociaux et politiques qui répondent aux aspirations populaires. et substituent à la logique du profit capitaliste, la satisfaction des besoins sociaux.

Le 11 octobre 2004